

Climat et biodiversité : pourquoi est-il si difficile de trouver des solutions ?

Incapables de remettre en cause les bases du fonctionnement économique de notre société, le monde politique peine à mettre en œuvre des solutions efficaces pour résoudre les crises de la biodiversité et du climat. Une approche démocratique participative est nécessaire pour réinjecter de la bienveillance dans l'économie et assurer une répartition équitable des richesses. Par Thierry Hance

Mediapart le 21 février 2022

Carta Academica est un collectif d'universitaires belges qui a décidé d'intervenir dans le débat public <https://blogs.mediapart.fr/carta-academica/blog/210222/climat-et-biodiversite-pourquoi-est-il-si-difficile-de-trouver-des-solutions-0>

Face aux enjeux : la tiédeur des mesures

Le 26 décembre 2021 décédait un des grands scientifiques de notre temps : le Professeur Edward O. Wilson[1]. Fondateur de la sociobiologie, il est aussi un des pères de la théorie des îles, qui montre la relation forte qui existe entre la surface d'un écosystème et le nombre d'espèces qu'il contient. Mais son apport le plus marquant concerne la biodiversité et son importance dans le fonctionnement de la planète. Dès les années 80, il a attiré l'attention sur la disparition massive des espèces et la crise d'extinction biologique qui en résulte[2]. Auteur de nombreux ouvrages, il militait pour que l'on consacre la moitié de la surface de la terre à la protection des espaces naturels.

En conséquence des appels répétés des scientifiques sur la disparition des espèces, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES[3]) a été créée en 2012 sous l'égide de l'ONU pour analyser la biodiversité mondiale. Son rapport de 2021 met en évidence l'ampleur dramatique de la crise de la biodiversité et souligne les impacts négatifs pour la survie de l'humanité. La même année, le sixième rapport du GIEC[4] confirme l'importance de la crise climatique et de ses conséquences. Ces deux crises intimement liées résultent de la surexploitation de notre environnement et leurs effets cumulés se font sentir dans notre quotidien.

Pourtant, même si les scientifiques en ont établi les risques, le monde politique a beaucoup de mal à élaborer des solutions qui s'attaquent à la base du problème. Les difficultés de mise en place de la convention internationale sur la biodiversité, déjà élaborée au sommet de Rio en 1992[5], et les négociations peu fructueuses sur le climat de la COP26[6] fin 2021 ont montré combien il était difficile de prendre des mesures susceptibles de produire des effets à court terme. L'impression qu'il s'agit de crises mineures reste dominante. Elle s'accompagne de discours qui tentent de convaincre que l'on pourra les résoudre à force de technologies et avec des aménagements cosmétiques d'utilisation de l'énergie et de l'espace tout en assurant une croissance économique infinie[7].

Qu'est-ce qui pousse nos sociétés à cette inertie alors qu'elles sont parfaitement au courant des défis gigantesques et des risques qui en découlent ? Cette incapacité d'action est intimement liée au fonctionnement du système économique et des présupposés qui le nourrissent.

Un système basé sur les intérêts personnels

Dans un système capitaliste, l'idée dominante est que chacun travaille pour son propre intérêt sans tenir compte de l'intérêt global. La somme des intérêts individuels assure le fonctionnement de la communauté. Ce paradigme avait déjà été mis en évidence par Adam Smith en 1776. Il écrivait « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur*

humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. [8] »

En pratique, la loi de l'offre et de la demande détermine le fonctionnement du marché et la libre concurrence est le principal mécanisme de régulation. Le profit est la motivation individuelle et le moteur de l'économie.

La nécessaire croissance du profit

Cependant, dans un système dynamique, faire du profit n'est pas suffisant. L'incertitude créée par la concurrence, la monétarisation des échanges et la nécessité d'anticipation par l'investissement poussent à une recherche permanente de l'accroissement du profit.

Imaginons que pour bénéficier d'un revenu pour vos vieux jours, vous placiez vos économies sous forme d'actions dans une société. Si la première année, la société fait 5 % de bénéfices, c'est une excellente nouvelle. La valeur de vos actions augmente et, peut-être, vous allez recevoir un dividende. Si l'année suivante la société ne fait plus que 3 % de bénéfice, en pratique, pour vous, cela signifie moins de dividendes et une valeur plus faible à la revente de vos actions. Si dans le même temps d'autres sociétés font 6 % de bénéfices, vous vous direz rapidement qu'il est temps de changer vos actions de place. Pour assurer une croissance de ses revenus, l'actionnaire a donc besoin que la valeur de ses actions augmente, et donc, d'un accroissement constant des bénéfices.

Pour cela, la compagnie peut vendre plus avec une meilleure marge, par exemple en limitant la durée de vie des produits et les coûts de production, en réduisant le nombre d'employés tout en augmentant la productivité par personne, ou en délocalisant vers des pays où la main-d'œuvre est moins payée et où les réglementations environnementales sont moins fortes. Elle peut aussi faire pression sur les prix des matières premières, quitte à les faire venir de loin et en fermant les yeux sur les conditions de production. Elle peut enfin extérioriser une partie de ses coûts en les faisant prendre en charge par les collectivités tout en réduisant sa part d'impôt, qu'il s'agisse des coûts sociaux de délocalisation, de mise au chômage, de burnout, des coûts environnementaux ou d'infrastructure.

Cette nécessité de croissance implique aussi une orientation des choix vers les activités les plus rentables. Il ne s'agit plus de répondre à un besoin, mais à une demande de consommateurs ayant la capacité de payer, quitte à créer la demande à grand renfort de publicité. La résultante en est une pression considérable sur l'ensemble des ressources de la terre, y compris les ressources communes comme la qualité de l'air et des eaux, la biodiversité, les océans ou le climat. Ce système génère aussi des inégalités inacceptables tant économiques que de pouvoir entre les différentes composantes de la société et entre pays développés et en développement, d'où provient pourtant une partie essentielle de nos matières premières. On sait que 1 % des individus détient 44 % de l'ensemble des richesses du monde [9] alors que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,5 \$ par jour [10].

Bienveillance et économie

La surexploitation des ressources naturelles conduit à une décroissance inexorable de nos possibilités de développement et de bien-être. Si nous sommes si frileux dans la recherche de solutions, c'est, sans doute, parce qu'une telle modification demanderait la transformation d'un paradigme économique basé sur une forme biaisée de la notion de liberté individuelle orientée vers les plus forts, et donc un changement des rapports de force de la société. De plus, les groupes multinationaux et les organisations financières ont acquis un pouvoir considérable par rapport aux collectivités et exercent un lobbying majeur à tous les niveaux de décision et d'information, dont l'objectif reste de nous pousser à consommer, tout en nous persuadant que notre consommation peut devenir verte, équitable et zéro carbone.

En réalité, modifier le paradigme économique demande d'inverser la proposition d'Adam Smith. L'idée n'est plus de tabler sur l'égoïsme du boulanger, mais de compter sur sa bienveillance, sachant qu'il va exercer son métier pour répondre à un besoin, en coopération avec les autres acteurs de la collectivité. En retour, la collectivité bienveillante reconnaîtra son travail et lui donnera l'assurance d'un revenu, quelles que soient les circonstances.

Remettre de la bienveillance dans les relations économiques, c'est leur rendre une humanité indispensable. Pour y arriver, la mise en place d'une véritable démocratie participative, égalitaire et représentative de l'ensemble des couches de la société permettra une définition rationnelle des besoins et des priorités, en contre-pouvoir des grands groupes financiers. Cette réappropriation démocratique du pouvoir économique est urgente pour éviter les conséquences catastrophiques d'une recherche aveugle du profit. Des changements cosmétiques des modes de consommation ne permettront pas de résoudre la surexploitation de la planète qui ne peut plus dépasser sa capacité régénérative, la fameuse empreinte écologique.^[11] De plus, le développement de l'humanité ne pourra être harmonieux que si la répartition des richesses est équitable. Nous avons le choix entre deux utopies : le profit moteur d'une illusoire croissance économique illimitée ou la bienveillance dans des relations d'échange qui visent l'épanouissement de chacun dans un monde durable^[12].

Thierry Hance, Professeur à l'UCLouvain, pour [Carta Academica](https://www.cartaacademica.org/)
(<https://www.cartaacademica.org/>)

[1] <https://eowilsonfoundation.org/e-o-wilson/>

[2] Wilson, E. O. (1985). The biological diversity crisis: a challenge to science. *Issues in science and technology*, 2(1), 20-29.

[3] <https://www.ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

[4] <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>

[5] <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>

[6] <https://www.un.org/fr/climatechange/cop26>

[7] Voir la Carta Academica de Loïc Cobut du 12/02/2022

[8] Adam Smith, 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Traduction disponible sur http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf

[9] <https://www.inegalites.fr/La-repartition-du-patrimoine-dans-le-monde>

[10] <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/10/17/nearly-half-the-world-lives-on-less-than-550-a-day>

[11] <https://wwf.be/fr/agissez-avec-nous/agir-au-quotidien>

[12] Vers une économie verte et bienveillante, Th. Hance, 2021, L'Harmattan, <https://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=68340>